

Signes **vitaux**^{MC}

DU GRAND MONTRÉAL

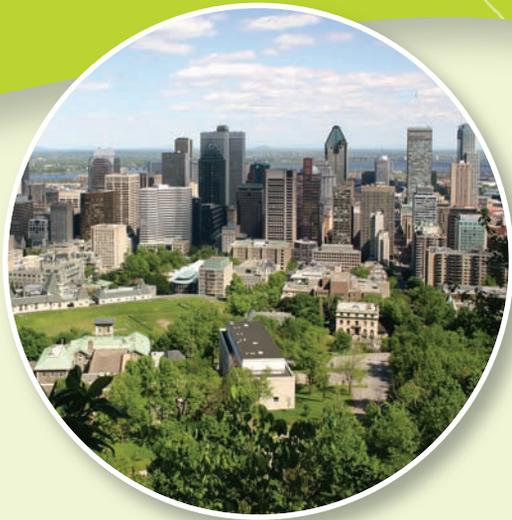
Bilan de santé de la région métropolitaine de Montréal

2008



Fondation du Grand Montréal

Signes vitaux du Grand Montréal



La Fondation du Grand Montréal est un organisme de bienfaisance sans but lucratif voué au mieux-être de la collectivité du Grand Montréal. À cette fin, elle recueille des fonds de dotation permanents, en assure la saine gestion et en distribue les revenus de façon à soutenir des organismes locaux œuvrant dans divers secteurs, dont la santé, les services sociaux, les arts et la culture, l'éducation et l'environnement.

La Fondation du Grand Montréal est membre des Fondations communautaires du Canada (FCC). L'organisme réunit 164 fondations communautaires dont l'actif collectif totalise 2,7 milliards \$. En 2007, elles ont versé plus de 176 millions \$ à des milliers d'organismes de bienfaisance.

La Fondation publie cette année son troisième bilan *Signes vitaux du Grand Montréal*. Ce portrait statistique annuel des secteurs qui contribuent à la qualité de vie de la population vise à orienter aussi bien les décisions à l'échelle locale que les initiatives philanthropiques.

Signes vitaux s'inspire d'un projet réalisé par la *Toronto Community Foundation* en 2001. Cette année, 16 fondations communautaires canadiennes publient simultanément leur bilan local. À l'échelle nationale, cette initiative est coordonnée par les FCC qui diffuseront de leur côté une édition nationale de *Signes vitaux*.



FONDATIONS
COMMUNAUTAIRES
DU CANADA

Table des matières

Message de la Fondation du Grand Montréal	1
Contexte	2
Travail	4
Inégalités socioéconomiques	6
Santé et bien-être	7
Éducation	8
Sondage d'opinion	10
Logement	12
Transport	14
Sécurité	16
Environnement	18
Arts et culture	20
Diversité et intégration	22
Appartenance et participation	23
Partenaires et sources	24

Signes vitaux du Grand Montréal — 2008

On peut commander des exemplaires de ce bilan de santé à partir de notre site Internet. Il est également possible d'y consulter une version plus étoffée, comportant davantage d'indicateurs, les sources de données et les liens qui y mènent.

www.fgmtl.org



Fondation du Grand Montréal

MESSAGE DE LA FONDATION DU GRAND MONTRÉAL

C'est avec grand plaisir que nous vous présentons cette troisième édition de notre bilan annuel *Signes vitaux du Grand Montréal*.

Ce portrait de la grande région de Montréal favorise depuis trois ans le dialogue entre la Fondation du Grand Montréal et les divers milieux, sociaux, artistiques, environnementaux et autres, qui contribuent à la qualité de vie de la collectivité. Pour la première fois cette année, la Fondation amorce également un dialogue avec l'ensemble de la population grâce à l'ajout d'un bref sondage dont vous trouverez les résultats au centre de ce document.

Signes vitaux nous aide à identifier les besoins et les priorités de notre région, à éclairer nos choix d'investissement et à créer des partenariats avec des organismes et des réseaux qui, comme nous, ont à cœur l'épanouissement du Grand Montréal. Il guide également nos donateurs dans leur action philanthropique.

Le portrait que *Signes vitaux* nous présente révèle des problèmes persistants, mais aussi des progrès dans certains secteurs. Ces progrès sont le fruit des efforts conjugués des citoyens, des organismes à but non lucratif, du secteur privé et des agences gouvernementales. Ils nous rappellent qu'il ne faut ni baisser les bras devant l'ampleur de la tâche, ni s'imaginer qu'on ne peut changer les choses. Chacun, à sa mesure, peut contribuer à l'évolution et au dynamisme de la région. Nous souhaitons que *Signes vitaux* vous inspire et vous incite à l'action.

Nous tenons en terminant à remercier les organismes et les personnes qui ont participé à la production de ce bilan. Sans leurs compétences et leurs conseils, *Signes vitaux* ne serait pas l'outil essentiel qu'il est devenu.



Marcel Côté
Vice-président du conseil d'administration et président
du comité directeur de *Signes vitaux du Grand Montréal*

Kathleen Weil
Présidente
et directrice générale

Alex K. Paterson
Président
du conseil d'administration

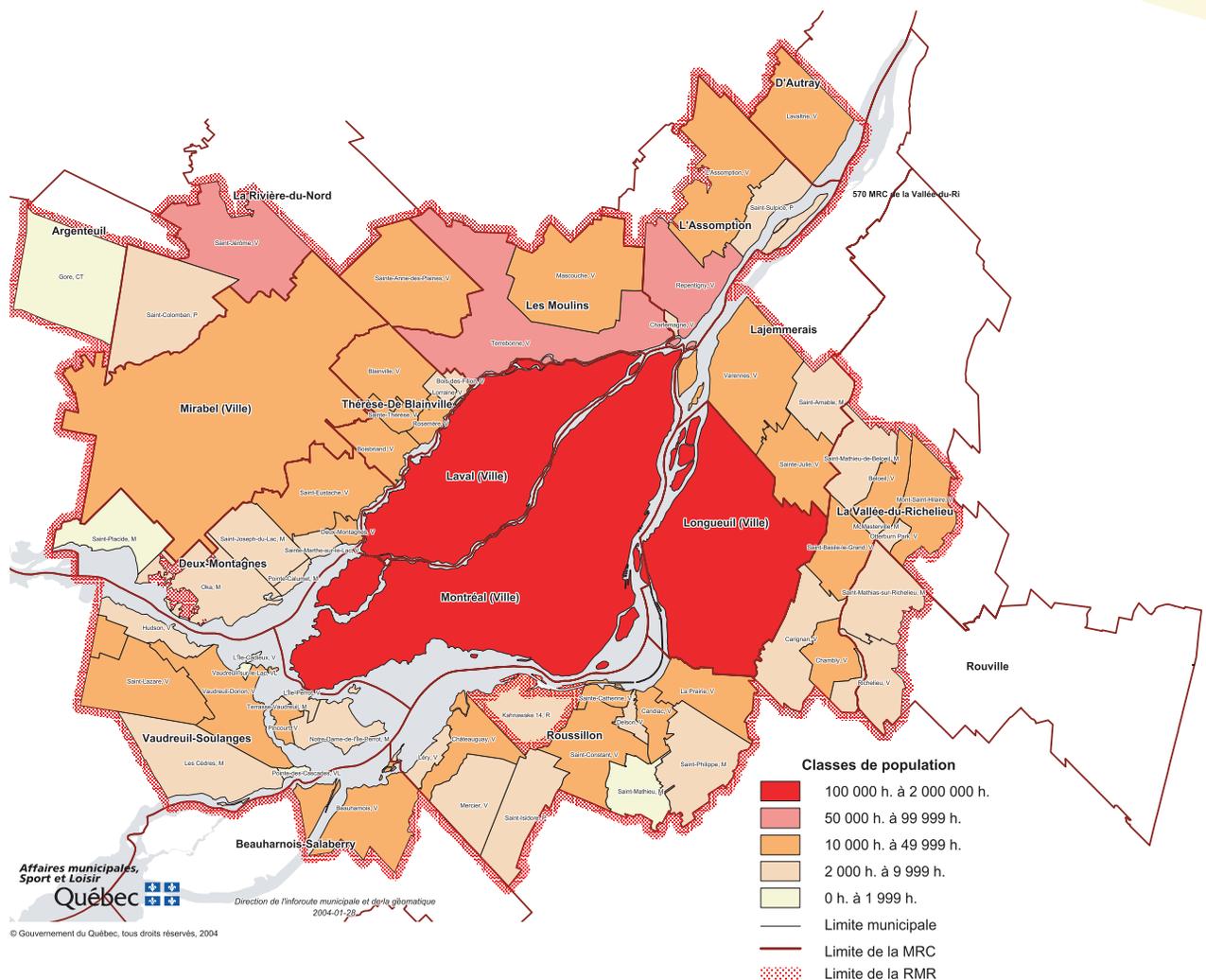
Nous aimerions recevoir vos commentaires sur ce rapport et connaître l'usage que vous en ferez.
Une page vous est réservée à cette fin sur notre site Internet (www.fgmtl.org).

CONTEXTE

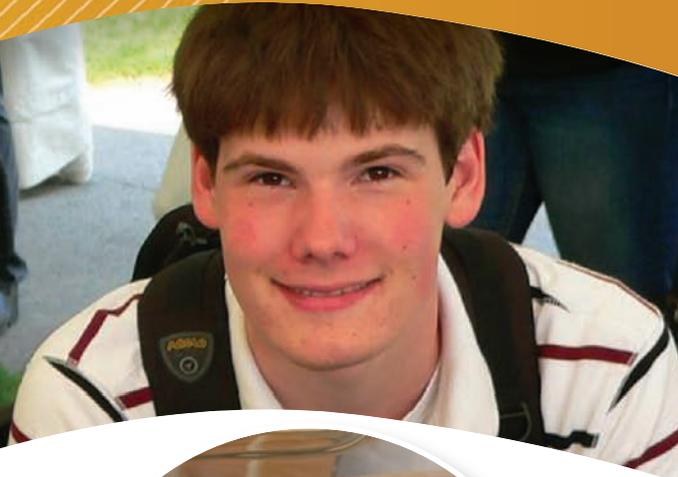
La région métropolitaine de recensement (RMR), dite la grande région, comprend les îles de Montréal et Laval, l'agglomération de Longueuil et les couronnes Nord et Sud. Le terme « île » désigne aussi bien l'agglomération, la région sociosanitaire et la région économique que la région administrative de Montréal.



Région métropolitaine de recensement de Montréal Municipalités faisant partie de la RMR, par MRC



L'une des nombreuses belles rencontres intergénérationnelles organisées par Santropol Roulant.



La grande région de Montréal compte près de 3,7 millions de personnes, ce qui représente 48 % de la population du Québec et la place au second rang des villes canadiennes, derrière Toronto. Depuis cinq ans, la région montréalaise voit sa population croître plus rapidement que celle de l'ensemble de la province.

Cette hausse s'explique notamment par un solde migratoire positif de 12 435 personnes (2006-2007), attribuable d'abord aux nouveaux arrivants étrangers.

La croissance de la population s'explique également par une augmentation du taux de natalité pour une troisième année consécutive, taux qui a atteint 11,6 naissances par 1 000 habitants en 2007. Cette croissance est plus marquée dans les banlieues. Fait à noter, ce sont les femmes de 30 à 34 ans qui affichent le taux de fécondité le plus élevé, suivies des 25 à 29 ans. Montréal se démarque aussi par son grand nombre de familles formées de couples en union libre, qui dépasse les 25 % alors que la moyenne nationale est de 15,5 %. Or, les couples en union libre sont moins nombreux que les couples mariés à avoir plus d'un enfant.

Au Québec, c'est dans la région montréalaise que l'on retrouve la plus forte proportion de jeunes de moins de 15 ans, avec 17,1 %. Cette proportion est cependant en baisse (18,1 % en 2001), alors que les 65 ans et plus sont plus nombreux qu'il y a cinq ans. En 2006, ils représentaient 13,6 % de la population de la grande région.

Le français demeure la langue la plus souvent parlée à la maison par près de 70 % de la population. Plus de la moitié de la population montréalaise possède une connaissance des deux langues officielles.

Sur le plan économique, la grande région enregistrait en 2007 un PIB réel de 132 milliards \$*, ce qui correspond à 10 % du PIB canadien et à 50 % du PIB québécois. La région comptait plus de 1,5 million de travailleurs, dont 81 % dans le secteur des services, un secteur en nette progression par rapport aux 70 % de 2000.

En 2006, le revenu médian avant impôts des familles de la région a atteint 55 100 \$, en hausse de seulement 1,8 % par rapport à 2000 une fois l'inflation prise en compte.

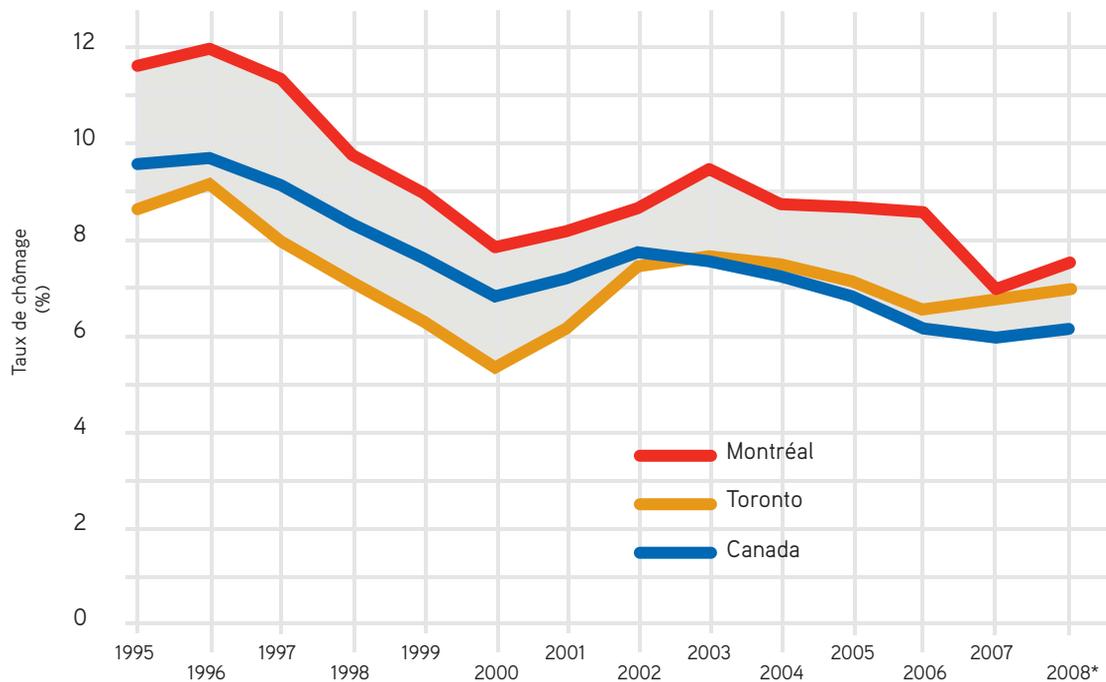
* En dollars de 2002

TRAVAIL

En 2007, Montréal a connu une forte croissance de l'emploi qui lui a permis de faire bonne figure parmi les autres grandes villes canadiennes et américaines. S'il y a tout lieu de s'en réjouir, les données préliminaires de 2008 ne semblent cependant pas aussi encourageantes.



Évolution du taux de chômage
dans la RMR de Montréal et de Toronto, 1995 à 2008



* Données de juillet 2008 désaisonnalisées, en moyennes mobiles de trois mois

source : Statistique Canada



- En 2007, on dénombrait 1,9 million d'emplois dans la région montréalaise. Sur le plan de la croissance annuelle de l'emploi, pour la première fois en vingt ans, Montréal (2,5 %) dépassait la moyenne canadienne (2,3 %). Parmi les cinq plus grandes régions métropolitaines du nord-est du continent, elle se classait même au premier rang, devant Boston, Washington, Philadelphie et New York.
- Montréal parvient à soutenir ce rythme de croissance depuis plusieurs années. Forte d'un taux de création d'emplois de 23,1 % en dix ans (de 1997 à 2007), la grande région se classe au quatrième rang des vingt plus grandes agglomérations nord-américaines.
- En 2007, le PIB réel de la grande région s'élevait à 69 427 \$* par travailleur, un niveau supérieur à celui de l'ensemble du Québec (68 571 \$), mais inférieur au PIB canadien (77 688 \$).
- En 2007, 18,4 % des travailleurs de la grande région occupaient un emploi à temps partiel, une proportion qui reste stable depuis une dizaine d'années et qui s'inscrit dans la moyenne québécoise. Fait à noter, il semble que 6,4 % des travailleurs à temps partiel ne le soient pas par choix.
- En 2006, le taux de chômage chez les titulaires d'un diplôme d'études techniques (niveau collégial) n'était que de 3,9 %, bien en deçà du taux de chômage de l'ensemble de la population montréalaise. Toutefois, les titulaires d'un diplôme d'études professionnelles (niveau secondaire) affichaient un taux de chômage de 13,2 %.

*En dollars de 2002

INÉGALITÉS SOCIOÉCONOMIQUES

La pauvreté a des conséquences dramatiques sur les enfants, sur le plan du développement, mais aussi de l'alimentation. Bien que la proportion d'enfants de la grande région vivant dans des familles à faible revenu a légèrement diminué depuis l'an 2000, elle demeure très préoccupante.



Marché saisonnier de Montréal-Nord, dans le cadre d'un programme de *Nourrir Montréal* de la Conférence régionale des élus de Montréal.

- En 2006, 22,1 % des enfants de la grande région vivaient au sein de familles à faible revenu*. Bien que l'on enregistre une certaine amélioration dans ce domaine par rapport aux 25 % de l'an 2000 et que ce taux se révèle légèrement inférieur à la moyenne canadienne (23,1 %), il n'en demeure pas moins supérieur à la moyenne québécoise (19,9 %).
- En 2005, c'est sur l'île que la proportion de familles à faible revenu (16,7 %), avec ou sans enfants, était la plus élevée au Québec. Les familles monoparentales demeurent les plus durement touchées, 35,6 % d'entre elles se situant sous le seuil de faible revenu, par rapport à 12,2 % parmi les familles comptant un couple.
- En janvier 2008, environ 9 % des résidents de l'île de Montréal dépendaient de prestations de dernier recours. Plus du quart (28,6 %) étaient des enfants.
- En matière d'alimentation, les problèmes liés aux inégalités sociales ne se limitent pas au prix des aliments. En effet, 40 % des Montréalais n'ont pas accès, dans un rayon d'un demi-kilomètre, à un commerce offrant des fruits et légumes frais.
- En 2006-2007, 27 000 enfants ont eu besoin de provisions de *Moisson Montréal*, soit 45 % de l'ensemble des bénéficiaires. De plus, 11 000 enfants ont profité de repas offerts par cet organisme, soit près du quart de la clientèle.

La Direction de santé publique de Montréal a réalisé une enquête sur la maturité scolaire auprès de 10 000 enfants de maternelle de Montréal. Cinq domaines, correspondant chacun à une sphère de développement, ont été évalués. Un enfant sur trois s'est révélé vulnérable dans au moins l'une de ces sphères, ce qui permet de conclure que, sur l'île, 5 087 enfants auraient besoin d'un soutien particulier à leur entrée à l'école. Si 12 % des enfants présentaient une faiblesse sur le plan des compétences sociales, 17 % d'entre eux se sont avérés vulnérables sur le plan cognitif et langagier, et 15 % sur le plan de la maturité affective.

Bien que Montréal obtienne des scores moyens plus faibles que la norme canadienne, elle se situe relativement bien comparativement à d'autres grandes villes comme Vancouver et Toronto. Cette enquête permettra d'identifier les secteurs où il nous faut agir.

source : Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, 2008.

* La mesure du faible revenu est basée sur 50 % du revenu familial médian québécois après impôt; notons également que le revenu médian est ajusté en fonction de la taille de la famille.

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE



Les efforts pour inciter les Montréalais à adopter de meilleures habitudes de vie doivent être maintenus, sinon accrus, si nous voulons freiner la progression de l'inactivité et de l'obésité.



Le programme
« Ma santé, je l'améliore »
de *Toujours ensemble*.

- En 2007, 14,8 % des adultes montréalais se déclaraient obèses, contre 11,8 % à Toronto et 8,6 % à Vancouver. Ce taux d'obésité était légèrement inférieur aux moyennes québécoise (15,3 %) et canadienne (16 %), mais il est en hausse si on le compare au taux de 2003 (13,6 %).
- De 2003 à 2007, la proportion de résidents de 12 ans et plus de la grande région qui s'adonnaient à des loisirs actifs a diminué, passant de 46 % à 44,7 %.
- En 2005, les jeunes de 5 à 14 ans habitant Montréal, Toronto et Vancouver participaient moins régulièrement (47 %) à des activités sportives organisées que les jeunes de plus petits centres urbains (58 %). Ainsi, habiter une grande métropole nuit à la pratique régulière d'un sport. La participation sportive des jeunes Canadiens a baissé au cours des treize dernières années : en 1992, 57 % des jeunes de 5 à 14 ans s'adonnaient à des activités sportives organisées comparativement à 51 % en 2005.
- En 2003, la moitié (51 %) des jeunes de 6^e année de l'île buvaient du lait moins de trois fois par jour. En outre, le tiers (34 %) consommaient quotidiennement une boisson gazeuse et 42 % mangeaient des croustilles. Par contre, fait plus encourageant, près de huit enfants sur dix (78 %) affirmaient manger des fruits et légumes au moins cinq fois par jour.
- Après plusieurs années de baisse, la proportion de fumeurs a augmenté de 4,2 % au cours des deux dernières années, pour atteindre 24,8 % en 2007. La moyenne canadienne est de 21,9 %.

Confronté à des enjeux de taille (décrochage, immigration, évolution du marché du travail, etc.), le milieu de l'éducation n'en parvient pas moins à accroître le taux de diplomation dans la région. Si la région de Montréal accuse toujours un certain retard par rapport à d'autres grandes villes au Canada, elle s'inscrit cependant dans la moyenne canadienne.

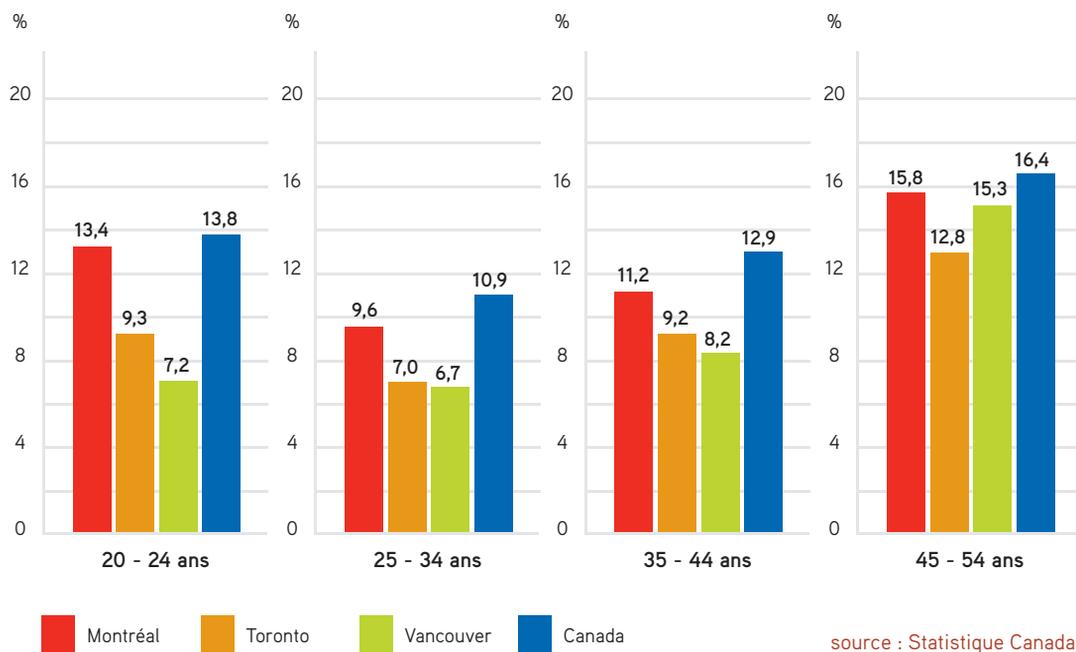


Une occasion unique pour Chloé de voir de près une couleuvre à l'Écomusée de Sainte-Anne-de-Bellevue.

- En 2007, 21,6 % des plus de 15 ans n'avaient pas terminé leur secondaire, une amélioration considérable si l'on considère qu'en 1990, ils étaient 38,9 %. Dans ce secteur, la grande région fait mieux que dans l'ensemble du Québec (25,4 %) et s'inscrit dans la moyenne canadienne (22,2 %).
- Depuis 1990, la proportion de résidents de la grande région ayant terminé des études postsecondaires n'a cessé d'augmenter, passant de 34,3 % à 55,3 % en 2007.
- En 2006, 15 % de la population de 25 à 64 ans de la grande région détenaient un diplôme d'études professionnelles (DEP), la plus forte proportion au Québec.
- En 2006, sur l'île, environ 80 % des nouveaux titulaires de diplômes professionnels ou techniques travaillaient dans un domaine en rapport avec leur formation. Un DEP (niveau secondaire) donne accès à des métiers tels que soudeur-assembleur, mécanicien et plombier, alors que la formation technique (niveau collégial) ouvre la voie à des carrières de policier, hygiéniste dentaire, éducateur en service de garde, etc.
- En 2006, la grande région accueillait 28 000 immigrants d'âge scolaire, dont le tiers parlait le plus souvent le français à la maison. Environ un élève (5 à 16 ans) montréalais sur dix était né à l'étranger et un sur vingt était un immigrant récent (au pays depuis cinq ans ou moins).



Proportion de personnes n'ayant pas terminé le secondaire en 2006



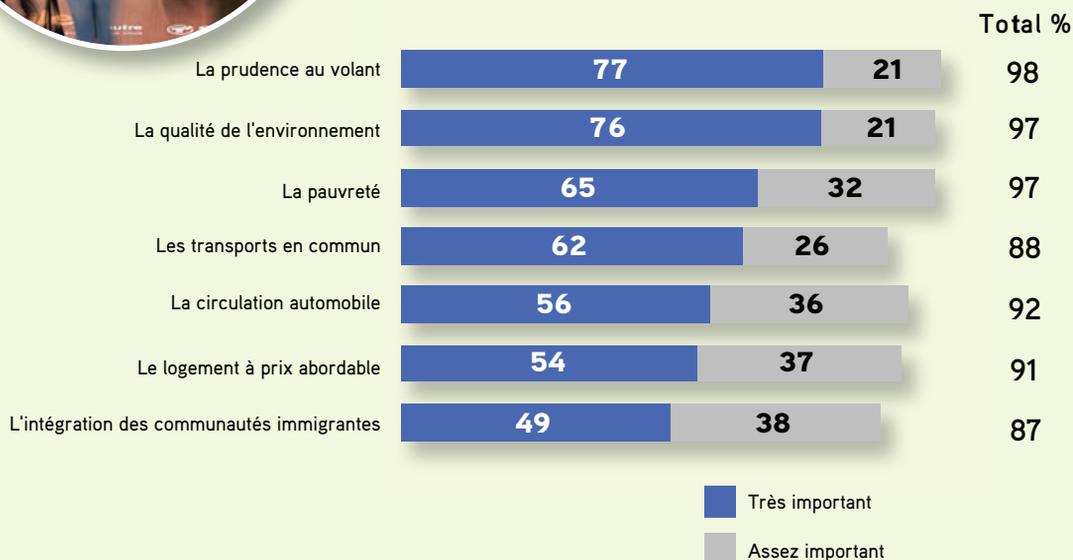
SONDAGE D'OPINION

En août 2008, CROP a réalisé pour la Fondation du Grand Montréal un sondage d'opinion dans le but de connaître les perceptions des résidents de la région métropolitaine de Montréal de la qualité de vie dans leur milieu ainsi que les gestes quotidiens qu'ils posent pour y contribuer.



Importance accordée à divers enjeux

Pour chacun des sujets suivants, dites-moi si, à votre avis, il constitue un enjeu ou un problème très important, assez, peu ou pas du tout important dans la région métropolitaine de Montréal.



Sommaire :

Les Montréalais démontrent une grande sensibilité face aux enjeux qui touchent leur milieu de vie. Parmi les problèmes sur lesquels ils ont été consultés, ils se sont déclarés particulièrement préoccupés par la sécurité routière, l'environnement et la pauvreté.

MÉTHODOLOGIE DU SONDAGE

Les résultats du sondage reposent sur 502 entrevues téléphoniques effectuées dans la région métropolitaine de Montréal du 14 au 24 août 2008, dans le cadre du sondage omnibus CROP-express. Les répondants ont été choisis aléatoirement parmi les personnes de 18 ans de foyers sélectionnés, aptes à répondre aux questions en français ou en anglais. Les résultats ont été pondérés d'après le recensement 2006 de Statistique Canada afin de refléter la répartition de la population adulte de la région métropolitaine de recensement de Montréal selon le sexe, l'âge et la langue d'usage à la maison des répondants. D'un point de vue statistique, un échantillon de cette taille (n=502) est précis à 4 points près, 19 fois sur 20.

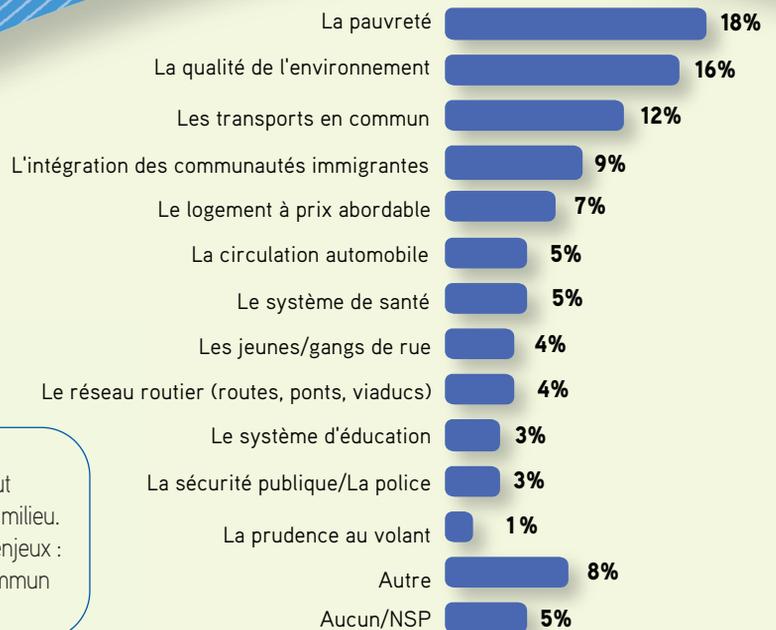


Enjeu prioritaire

Quel est le problème ou l'enjeu auquel on devrait s'attaquer en priorité, selon vous, afin d'améliorer la qualité de vie générale dans la région métropolitaine de Montréal?

Sommaire :

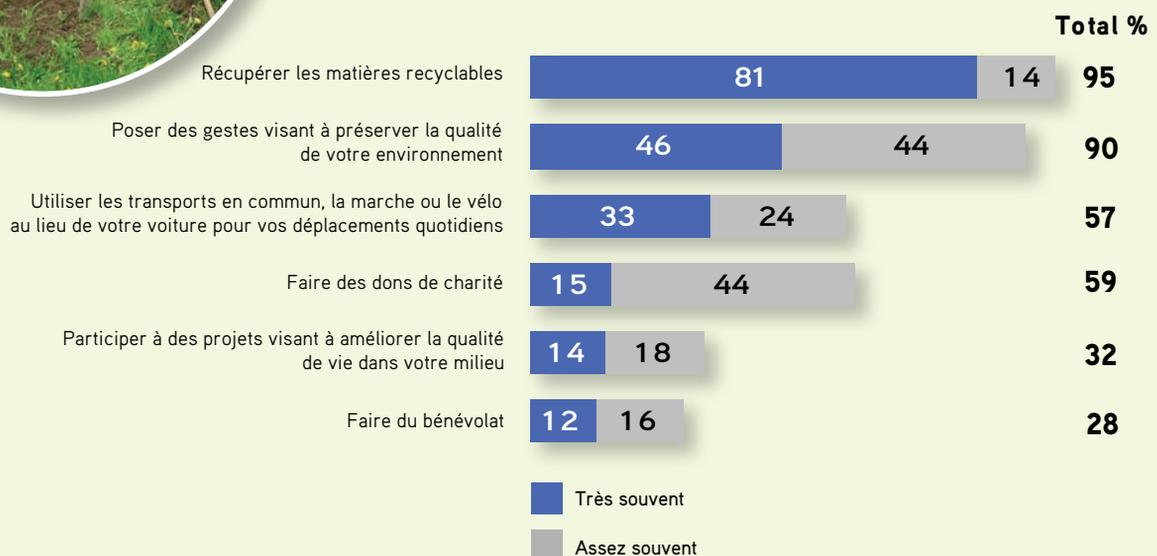
Les répondants sont très partagés sur le problème auquel il faut s'attaquer en priorité pour améliorer la qualité de vie dans leur milieu. Cependant, plus de la moitié des réponses portent sur quatre enjeux : la pauvreté, la qualité de l'environnement, les transports en commun et l'intégration des communautés immigrantes.



De fiers jardiniers réunis autour d'un des jardins collectifs d'Action communiterre dans Notre-Dame-de-Grâce.

Participation à la vie collective

Au cours des 12 derniers mois, vous est-il arrivé très souvent, assez souvent, rarement ou jamais de...



Sommaire :

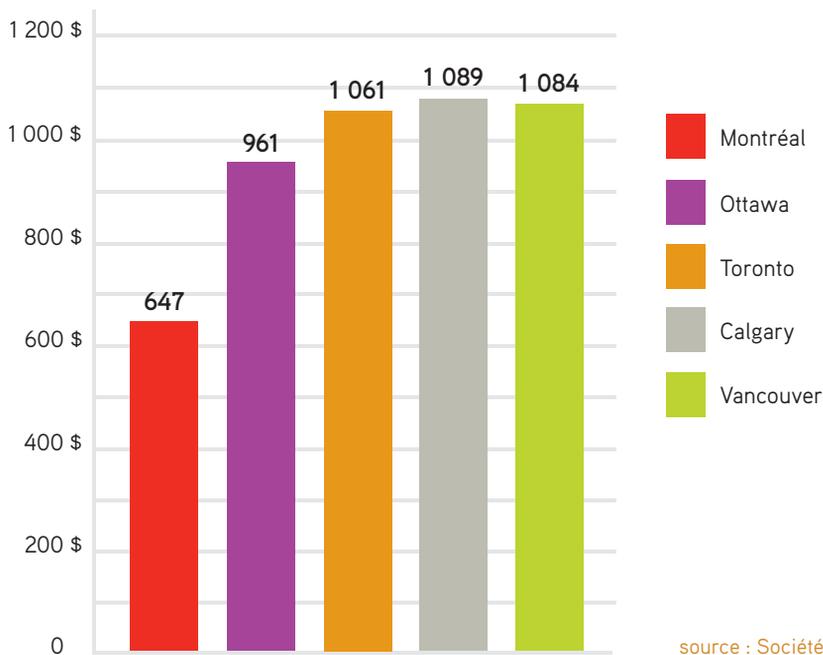
Les Montréalais sont prêts à poser des gestes pour améliorer leur milieu de vie, surtout lorsqu'on leur fournit les outils pour le faire. La récupération en est un exemple éloquent.

LOGEMENT

Sur le plan du logement, le Grand Montréal se distingue des autres grandes villes canadiennes. Les loyers y sont moins chers, et le taux d'inoccupation atteint presque le seuil de 3 %, seuil jugé adéquat pour équilibrer l'offre et la demande. Seule ombre au tableau, les logements abordables sont toujours trop peu nombreux pour répondre à la demande.

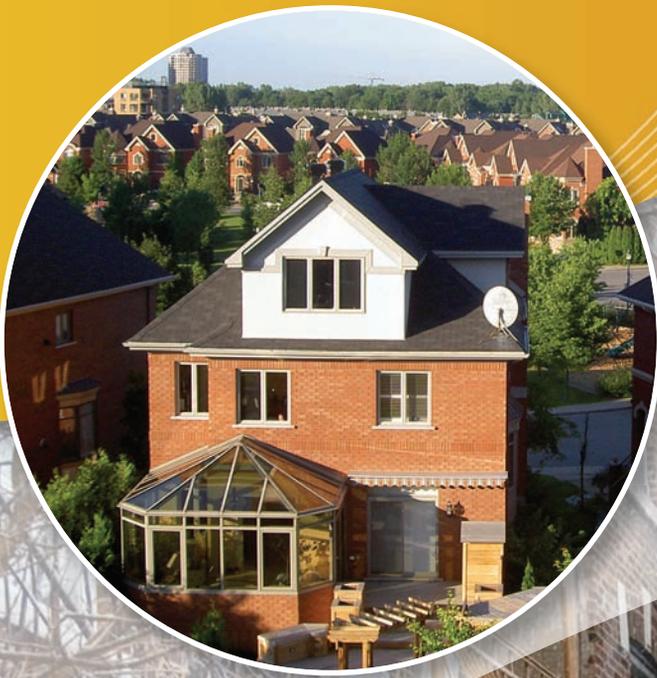


Loyer mensuel moyen pour un logement de 2 chambres en 2007



source : Société canadienne d'hypothèques et de logement

- En 2007, le taux général d'inoccupation dans la grande région était de 2,9 %, en légère augmentation par rapport à l'année précédente (2,7 %). Pour des logements de deux chambres, Toronto affichait le taux d'inoccupation le plus élevé (3,2 %), suivie de Montréal (2,3 %) et, loin derrière, de Calgary (1,5 %) et de Vancouver (1 %).
- En 2007, les familles à faible revenu avaient toujours de la difficulté à se loger. Le taux d'inoccupation des logements abordables de deux et de trois chambres (1,7 % et 0,5 %) se situait bien en-dessous du seuil d'équilibre de 3 %.
- Dans la grande région, la proportion de ménages propriétaires de leur logement n'a cessé d'augmenter depuis dix ans, passant de 48,4 % en 1996 à 50,4 % en 2001 et à 53,4 % en 2006. De 2001 à 2006, cette augmentation a été plus marquée parmi les jeunes ménages (35 ans et moins) qu'au sein des autres groupes d'âge.
- En 2006, une minorité de logements privés (1,6 %) comptait plus d'une personne par pièce. Cette proportion était plus élevée à Toronto (3,7 %) et à Vancouver (2,8 %).



TRANSPORT

L'achalandage du transport en commun a connu une légère hausse dans la grande région. Toutefois, les travailleurs semblent toujours réticents à délaissier l'automobile au quotidien.





- En 2006, on a enregistré une hausse de 1,5 % de l'achalandage du transport en commun. Par ailleurs, plus de 26 millions de déplacements ont été effectués dans les voies réservées, alors que le taux moyen d'occupation des stationnements incitatifs atteignait 75 %, en hausse de 4 %.
- De 1996 à 2006, la proportion des personnes se rendant au travail en automobile a légèrement diminué dans la grande région, passant de 72,2 % à 70,4 %, un taux qui demeure cependant stable depuis 2001 (70,6 %).
- De 1996 à 2006, la proportion de travailleurs utilisant les transports en commun pour se rendre au travail a augmenté, passant de 20,2 % à 21,4 %, mais elle plafonne elle aussi depuis 2001, à 21,6 %. La grande région se classait ainsi au deuxième rang des villes canadiennes sur ce plan, juste derrière Toronto (22,2 %) et devant Ottawa (19,4 %).
- En 2006, la proportion de travailleurs de la grande région de 25 à 34 ans à utiliser des transports alternatifs [marche, vélo, transport en commun] a connu une hausse importante par rapport à 2001, passant de 29,5 % à 32,9 %. Par contre, parmi tous les autres groupes d'âge, on note une baisse, surtout chez les 65 ans et plus.
- En 2006, avec une hausse de 3,2 % du nombre de déplacements, le réseau de trains de banlieue de la grande région se hissait au sixième rang en Amérique du Nord, derrière New York, Chicago, Boston, Philadelphie et Toronto.
- En quatre ans, 1999-2002 à 2003-2006, la consommation annuelle d'essence a augmenté de 6,5 %, une hausse qui peut notamment s'expliquer par la croissance de 6 % (+51 317 véhicules) du nombre de véhicules immatriculés sur l'île.

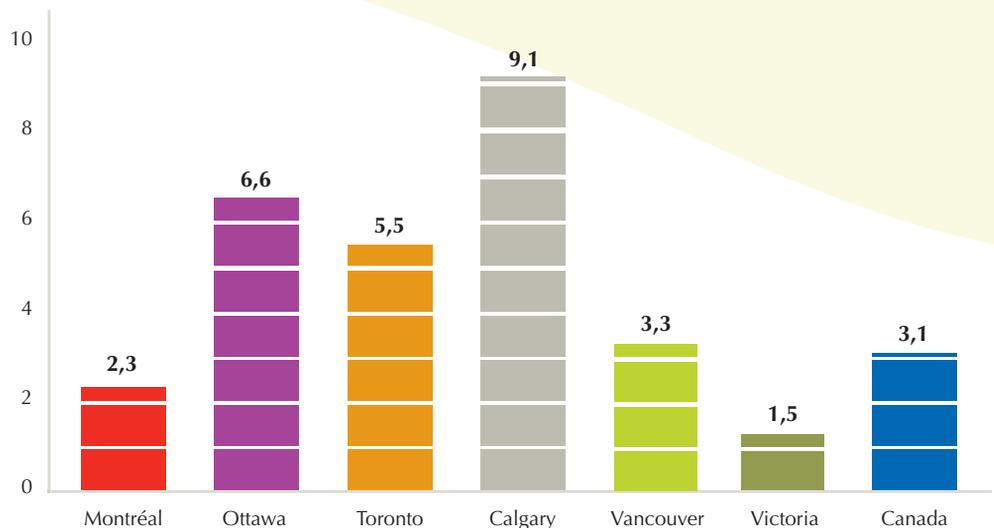


Initié en 2005-2006 par *Vélo-Québec*, en collaboration avec l'organisme canadien *Vert l'action*, le programme « Mon école à pied, à vélo ! » cherche à inciter les enfants à intégrer le transport actif dans leur quotidien et, du même coup, à réduire la circulation automobile aux abords des écoles. En 2007, le programme, implanté dans six régions du Québec, a rejoint plus de 12 000 élèves d'une trentaine d'écoles, dont 11 de la *Commission scolaire de Montréal*. Ce programme ne fait pas qu'inciter les jeunes à adopter le transport actif : il sensibilise les élèves et leurs parents aux règles du cyclisme et de la marche en milieu urbain, il contribue à l'identification des risques aux abords des écoles et le long des corridors scolaires, il fait pression pour que les écoles installent des supports à vélo et plus encore.

source : Ministère des Transports, 2005. Vélo-Québec et Accès transports viables, 2006.

Les comportements criminels sont à la baisse dans la grande région, que ce soit au niveau de la violence conjugale, des agressions sexuelles ou des infractions criminelles au code de la route. Il y a tout lieu de s'en réjouir.

Taux (pour 100 000 habitants) de crimes haineux rapportés à la police en 2006



source : Statistique Canada

- En 2007, le taux d'infractions criminelles au code de la route s'élevait à 350 pour 100 000 habitants, une diminution de 56 % par rapport à 1991, où l'on enregistrait 793 infractions pour 100 000 habitants. À cet égard, la région fait bonne figure, affichant un taux sous les moyennes canadienne (400 pour 100 000) et québécoise (461 pour 100 000).
- De 2005 à 2006, le taux de violence conjugale a baissé dans l'agglomération, passant de 400 à 343 pour 100 000 habitants, une tendance à la baisse qui s'observe depuis 2001.
- En 2007, le nombre d'agressions sexuelles a diminué sur l'île pour une deuxième année consécutive, passant de 1 694 à 1 320. Cette baisse de 22,1 % a permis à Montréal d'enregistrer son niveau d'agressions sexuelles le plus bas des dix dernières années.
- En 2007 toujours, le Grand Montréal s'est distingué par un taux de crimes haineux inférieur à la moyenne nationale et à celui des autres grandes villes canadiennes. Ces infractions criminelles motivées par la haine envers un groupe identifiable (race, religion, orientation sexuelle ou autre) ont ceci de particulier qu'elles ciblent non seulement la victime, mais sa communauté toute entière. Fait à noter, en 2006, à l'échelle canadienne, 38 % des auteurs de ces crimes avaient entre 12 et 17 ans. Selon les données de 2005, les 12 à 24 ans en étaient également les principales victimes.
- En 2003, 12 % des élèves de 4^e année de l'île déclaraient avoir été victimes de harcèlement et 16 % victimes d'intimidation. Il n'est donc pas étonnant que 32 % des élèves de 4^e année (40 % pour les filles) affirmaient avoir peur en se rendant à l'école. Ce sentiment d'insécurité décroissait cependant avec l'âge, même s'il demeurait important : en 6^e année, le quart des élèves déclarait avoir peur sur le chemin de l'école.
- En 2004, le niveau de satisfaction générale des Montréalais à l'égard de leur sécurité personnelle atteignait 94 %, un niveau similaire à celui de l'ensemble du Canada et des autres grandes régions métropolitaines : Toronto (93 %), Calgary (96 %) et Vancouver (90 %).



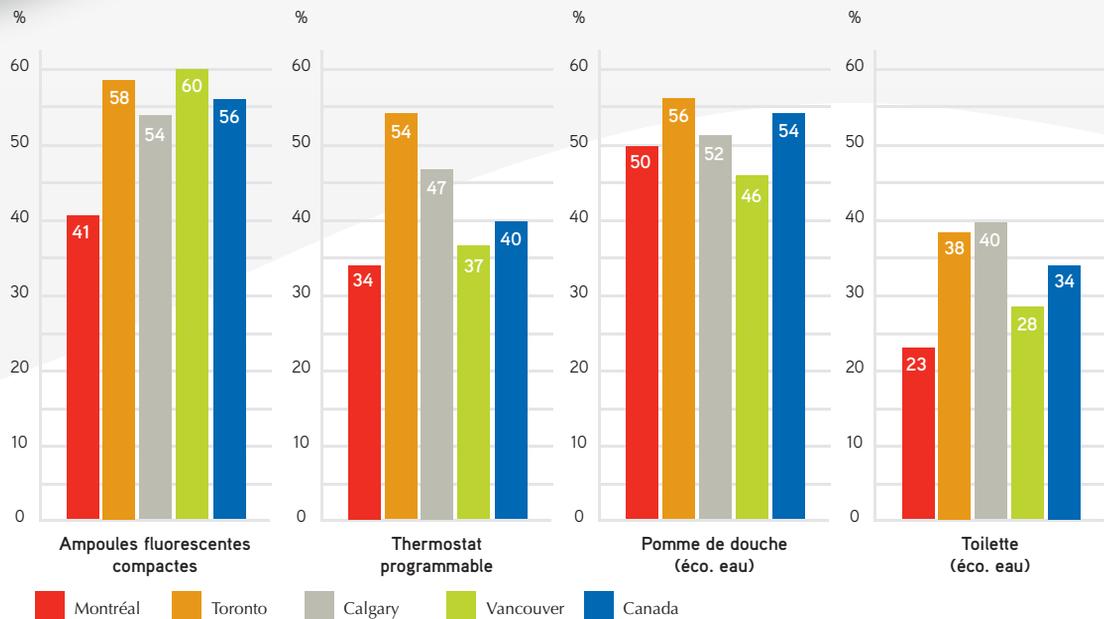
ENVIRONNEMENT

Plus de neuf résidents sur dix du Grand Montréal participent aux programmes de récupération des matières recyclables. Par contre, ils semblent moins se soucier d'économie d'énergie que les résidents des autres grandes régions urbaines.



Pierre Dénommé,
directeur de *Sentier
urbain*, qui nous montre
l'un des flots de chaleur
du quartier Centre-sud.

Proportion (%) des ménages conservant l'énergie ou l'eau en 2006



source : Société canadienne d'hypothèques et de logement

- En 2007, 91 % des citoyens de la grande région participaient à la collecte sélective des matières résiduelles, comparativement à 78 % en 2003. Quant aux déchets dangereux, 62 % des gens avaient utilisé les aires de récupération volontaires pour en disposer.
- Au total, 1 880 000 tonnes de matières résiduelles [ordures ménagères, matières recyclables, matières putrescibles] ont été générées en 2006 par les résidants de la grande région, dont près de 70 % ont été envoyées vers des sites d'enfouissement.
- La grande région a connu 17 journées de mauvaise qualité de l'air en 2005, mais seulement 4 en 2006. Depuis 2001, la moyenne annuelle a été de 11 journées.
- Entre 1998 et 2005, le couvert végétal a diminué de 18 % sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal, soit l'équivalent de 310 hectares. De 25 % du territoire qu'ils occupaient en 1965, les boisés n'en couvraient plus que 15 % en 2005. Il disparaît ainsi tous les ans environ sept km² de boisés.
- La perte en espaces boisés a pour conséquence de multiplier les îlots de chaleur, ces zones où la température estivale dépasse d'environ 5 à 10 degrés Celsius celle de l'environnement immédiat. Le parc industriel de Saint-Laurent, celui d'Anjou, le Plateau Mont-Royal et les grands centres commerciaux sont particulièrement touchés par le phénomène, les écarts pouvant atteindre 17 degrés.
- En 2005, les trois régions canadiennes qui utilisaient le moins de pesticides étaient celles de Saguenay (12 %), Montréal (14 %) et Sherbrooke (15 %), en raison de la législation en vigueur au Québec. Là où une telle législation n'existe pas, près d'un ménage sur deux utilise des pesticides. C'est le cas à Winnipeg (47 %), Regina (46 %) et Saskatoon (46 %).
- Sur l'île, 16,1 % des enfants de 6 mois à 12 ans souffrent de manifestations allergiques associées à l'herbe à poux, dont la prévalence est proportionnelle au degré d'exposition dans un rayon de moins de 1 000 mètres. La prévalence des manifestations allergiques liées à l'herbe à poux varie de 6 % sur l'île, l'ouest et l'est étant les zones les plus affectées.

ARTS ET CULTURE

Moteur culturel important, la grande région de Montréal regroupe la plus grande partie des ressources culturelles du Québec. L'offre spécialement destinée aux enfants y est particulièrement généreuse, que ce soit dans le domaine du spectacle, des musées ou des bibliothèques.



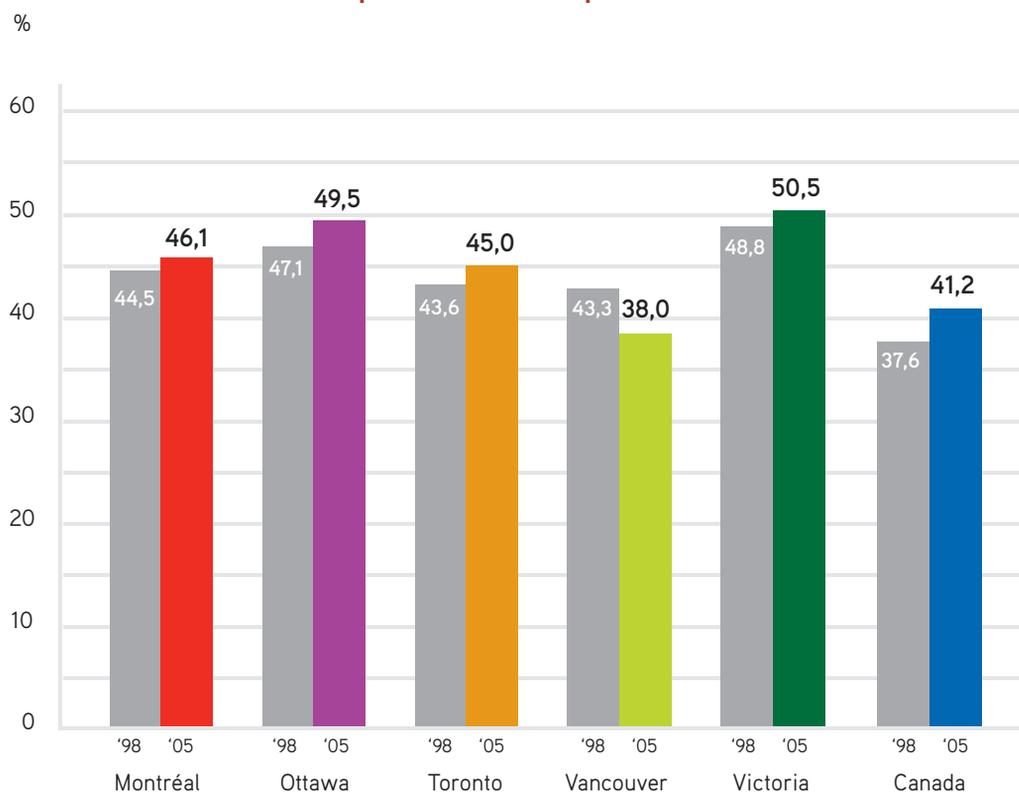
- En 2006, au Québec, il s'est donné plus de 1 400 représentations de spectacles jeunesse au Québec. C'est sur l'île que la fréquentation a été la plus élevée : plus de la moitié des moins de 15 ans ont assisté cette année-là à une représentation.
- Créé en 2004, le programme « La culture à l'école » encourage la mise sur pied d'activités à caractère culturel afin de fournir aux élèves de multiples occasions de vivre de telles expériences. En 2005-2006, plus de 400 projets ont ainsi été réalisés sur l'île, dont 80 % d'entre eux l'ont été par des jeunes des niveaux préscolaire et primaire du réseau public.
- En moyenne, 10 % de ceux qui fréquentent les 64 musées montréalais sont des élèves des niveaux primaire et secondaire. En 2007, les deux tiers (68,6 %) d'entre eux étaient des élèves du primaire.
- En 2005, 561 représentations de danse professionnelle avaient pris l'affiche sur l'île, où le taux d'occupation des salles atteignait les 70 %. Ce nombre représentait 78 % des représentations données sur l'ensemble du territoire québécois. Trois boursiers du *Conseil des arts et des lettres du Québec* sur quatre résidaient d'ailleurs sur l'île, et 22 organismes de production, comptant en moyenne 20 ans d'existence, y étaient établis.
- En 2005, le Grand Montréal arrivait en tête (32,8 %) sur le plan de la fréquentation de festivals culturels, suivi d'Ottawa (30,8 %), de Victoria (29,8 %), de Toronto (25,2 %) et de Vancouver (20,5 %).

Les bibliothèques de l'île de Montréal jouent un rôle important dans la promotion de la lecture chez les jeunes, grâce à des programmes adaptés à leur clientèle. Ainsi, le programme « Livres dans la rue » s'adresse aux jeunes défavorisés de 4 à 12 ans pour qui les occasions de lecture sont souvent rares. Le programme « Contact, le plaisir de lire », quant à lui, a été spécialement conçu pour favoriser chez les jeunes immigrants de moins de 5 ans le goût de la lecture et l'usage du français. En 2002, plus de 15 000 enfants ont ainsi été initiés à la lecture.

source : Ville de Montréal, 2005.

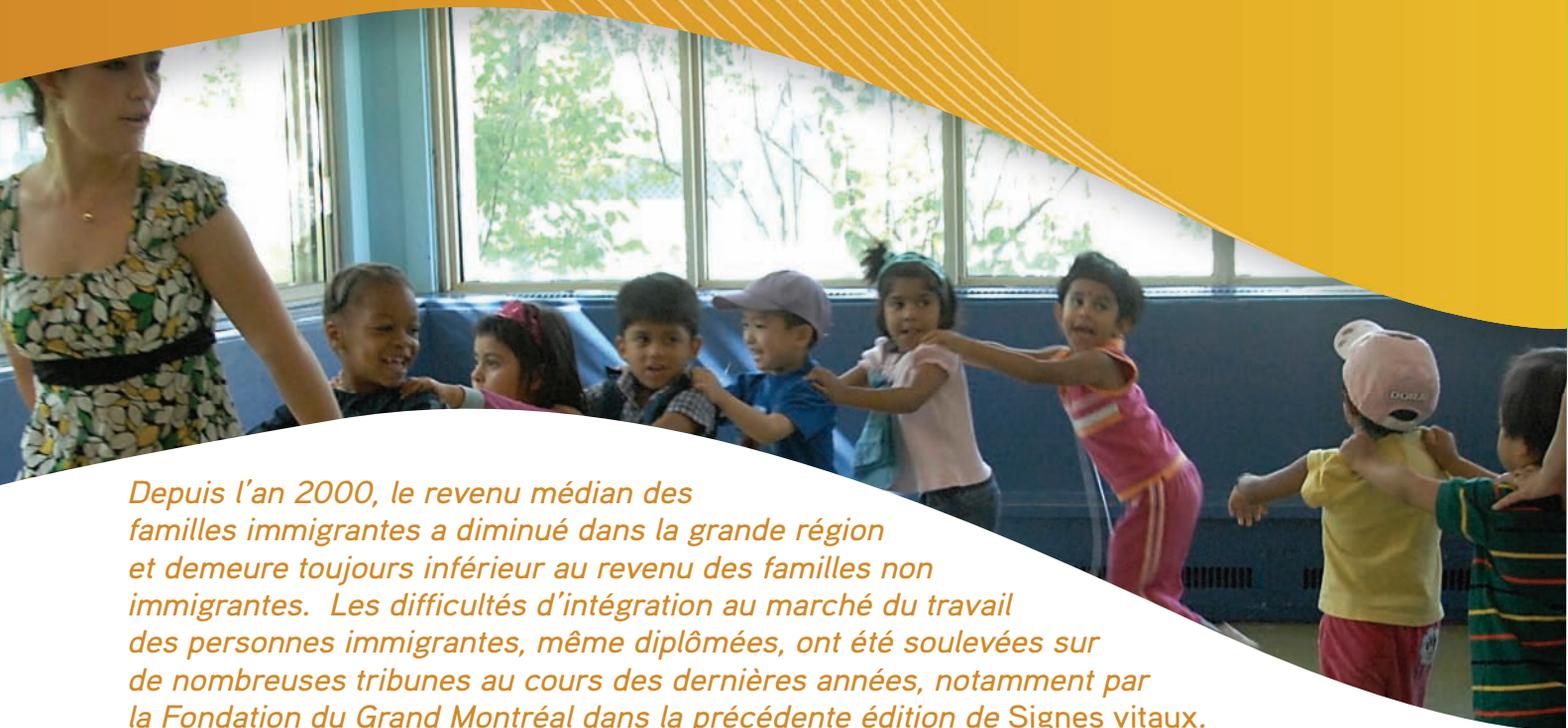


Proportion de la population ayant assisté à un concert ou à un spectacle artistique en 1998 et 2005

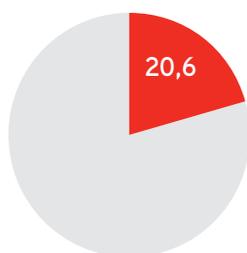


source : Statistique Canada

DIVERSITÉ ET INTÉGRATION



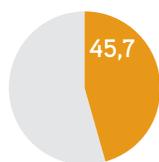
Depuis l'an 2000, le revenu médian des familles immigrantes a diminué dans la grande région et demeure toujours inférieur au revenu des familles non immigrantes. Les difficultés d'intégration au marché du travail des personnes immigrantes, même diplômées, ont été soulevées sur de nombreuses tribunes au cours des dernières années, notamment par la Fondation du Grand Montréal dans la précédente édition de Signes vitaux.



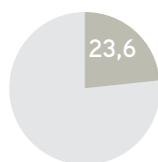
Montréal

Proportion (%) de personnes nées à l'étranger en 2006

source : Statistique Canada



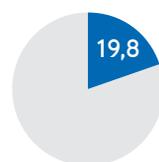
Toronto



Calgary



Vancouver



Canada

- En 2005, les immigrants habitant la grande région présentaient un revenu familial médian (49 257 \$) nettement inférieur à celui des non-immigrants (68 430 \$), et en baisse depuis l'an 2000 (50 733 \$*). On retrouvait la même situation dans les autres grandes villes du pays. L'écart moins important à l'échelle nationale (67 874 \$ par rapport à 62 842 \$) semble par contre démontrer que la situation est fort différente dans les localités plus petites.
- En 2004-2005, les nouveaux arrivants tendaient à créer davantage d'entreprises que les personnes nées au pays, en particulier à Montréal (10,5 % contre 7,9 %). Toutefois, les immigrants étaient moins nombreux à la tête d'entreprises établies (42 mois ou plus) que les personnes nées au Canada.
- De 2001 à 2006, la population allophone a vu son poids augmenter au sein de la population de la grande région, passant de 19 % à 21,8 %. Les groupes linguistiques ayant le plus contribué à cette croissance sont ceux de langue arabe, espagnole et chinoise.
- En 2006, 90,2 % des minorités visibles du Québec vivaient dans la grande région, où ils représentaient 16,5 % de la population, en hausse depuis les dix dernières années (13,5 % en 2001 et 12,2 % en 1996). Au Canada, les minorités visibles constituent 11,6 % de la population. Leur nombre est cependant plus important à Toronto (42,9 %) et à Vancouver (17,3 %).
- En 2006, la majorité des couples de même sexe vivaient dans les trois plus grandes régions urbaines du Canada : Toronto (21,2 %), Montréal (18,4 %) et Vancouver (10,3 %). À Montréal, seulement 10,5 % des couples de même sexe étaient mariés, une proportion inférieure non seulement à la moyenne canadienne (16,5 %), mais également à celle de Toronto (24,8 %) et de Vancouver (18,9 %). Statistique Canada explique cet état de fait par la propension plus forte de l'ensemble des couples à opter pour l'union libre plutôt que le mariage au Québec.

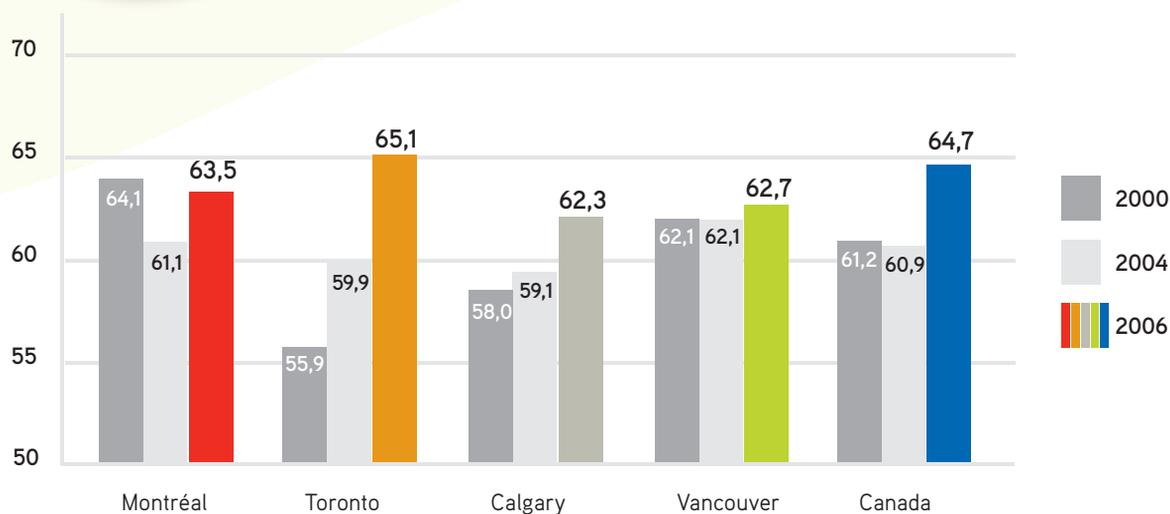
* En dollars de 2005

APPARTENANCE ET PARTICIPATION



La représentation des femmes au sein des instances municipales de Montréal est l'une des plus élevées au pays.

Taux de participation (%) aux élections fédérales 2000, 2004, 2006



source : Élections Canada

- En 2007, 36,2 % des élus de la Ville de Montréal étaient des femmes, dont 42,1 % étaient mairesses d'arrondissement. Vancouver (36,4 %) était la seule grande ville canadienne à présenter un taux de représentation féminine analogue à celui de Montréal.
- En 2006, 21,8 % des contribuables de la grande région ont fait un don à un organisme de bienfaisance, comparativement à 24,6 % pour l'ensemble des Canadiens. La contribution médiane des Montréalais (150 \$) a également été inférieure à celle de l'ensemble du Canada (250 \$). Depuis une dizaine d'années, on assiste à l'échelle canadienne à une augmentation du don médian. La région montréalaise s'inscrit dans cette tendance avec, de 1997 à 2006, une hausse du don médian de 36,4 %.
- En 2007, la campagne de *Centraide du Grand Montréal* a recueilli au-delà de 54 millions \$, soit 2,5 millions \$ de plus que l'année précédente. Grâce à ces fonds, *Centraide* soutient 360 organismes, principalement sur l'île. L'action de *Centraide* est soutenue par plus de 22 000 bénévoles dans quelque 2 000 milieux de travail.



L'entreprise de jeux et jouets *Hasbro* vient de lancer une toute nouvelle édition *Monde* de son célèbre *Monopoly*, créé en 1935. Le choix des villes qui figurent sur cette édition spéciale a été déterminé par vote populaire en ligne à la suite d'une invitation lancée à toutes les villes du monde. Dorénavant, grâce à la participation monstre des Montréalais, des millions d'investisseurs à travers le monde rêveront de construire maisons et hôtels à Montréal. En effet, notre ville s'est classée bonne première et occupera dans l'édition *Monde* la case la plus convoitée du jeu traditionnel, la Promenade. Est-ce à dire que les Montréalais sont plus branchés qu'ailleurs ? Ou tout simplement plus fiers de leur ville ?

PARTENAIRES ET SOURCES

Pour la réalisation de ce bilan de santé, nous avons puisé à de nombreuses sources d'information et consulté plusieurs partenaires. Nous tenons à leur exprimer notre reconnaissance.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal
Agence métropolitaine de transport
Centraide du Grand Montréal
Centre d'étude des niveaux de vie
Centre for Spatial Economics (C4SE)
Chaire d'entrepreneuriat Rogers — J.-A.-Bombardier, HEC Montréal
Chaire de recherche en économie sociale, Université du Québec à Montréal
Chambre de commerce du Montréal métropolitain
Colliers International
Communauté métropolitaine de Montréal
Conférence régionale des élus de Montréal
Conseil des arts et des lettres du Québec
Conseil régional de l'environnement de Montréal
Conseil régional de l'environnement de Laval
Centrale des syndicats du Québec
Direction de santé publique de Montréal
Élections Canada
Environnement Canada
Fondations communautaires du Canada
Institut de la statistique du Québec
Institut de recherche en politiques publiques
Journal of Epidemiology and Community Health
KPMG
Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
Ministère de la Sécurité publique
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Ministère des Affaires municipales et des Régions
Ministère des Transports
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
Moisson Montréal
Montréal International
SECOR Conseil Inc.
Service de police de la Ville de Montréal
Société canadienne d'hypothèques et de logement
Statistique Canada
Université de Montréal
Vélo Québec
Ville de Montréal

NOUS REMERCIONS AUSSI POUR LEUR CONTRIBUTION :

Les membres du comité directeur :

Marcel Côté, Jacques R. Gagnon, Isabelle Perrault,
Kathleen Weil, Colin Bérubé

Les membres du comité consultatif :

Le comité consultatif a pour mandat de guider la FGM dans la réalisation de *Signes vitaux*, en particulier dans ses choix d'indicateurs et de sources de données. Il joue également un rôle important de vérification, en plus de conseiller l'équipe de recherche sur la collecte et les méthodes de traitement de l'information et des données.

Paul Bernard, professeur titulaire, Université de Montréal,
Département de sociologie

Marcel Côté, président, Secor Conseil Inc.

Louis Côté, directeur, Ressources humaines, information et planification, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Jacques R. Gagnon, membre de la FGM et président du Comité de marketing et communication

Gilles Lamirande, directeur régional, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Direction régionale de Montréal

Richard Lessard, directeur, Direction de santé publique de Montréal

Danielle Lussier, chef d'équipe à la coordination du Plan stratégique de développement durable de la collectivité montréalaise, Ville de Montréal

Omar Chaar, Analyse et communications, Chambre de commerce du Montréal métropolitain

Danielle Ripaux, directrice, Recherche, Conférence régionale des élus de Montréal

Isabelle Perrault, sociologue

André Porlier, directeur général, Conseil régional de l'environnement de Montréal

France St-Hilaire, vice-présidente recherche, Institut de recherche en politiques publiques

Recherche : Alexia Marucchi-Foino
Centre d'étude des niveaux de vie

Rédaction et révision : Monique Joly, Alexia Marucchi-Foino,
Isabelle Perrault, Susan J. Phaneuf

Photos : Vincenzo D'Alto, Diane Bertrand

Traduction : Michel Forand

Graphisme : Jacques Jobin, Sylvain Malbeuf

Webmestre : Serge Cloutier

Sondage d'opinion : CROP Inc.
Nous remercions de façon particulière messieurs Alain Giguère et Claude Gauthier qui nous ont gracieusement fait profiter de leur temps et de leur expertise dans le cadre du sondage.

CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA FONDATION
DU GRAND MONTRÉAL

Alex K. Paterson
Claire Richer Leduc
Marcel Côté
Gilles Émond
Madeleine Féquière
Pierre Brunet
Armand Afilalo
Guy Bisailon
Jacques Bougie
Pierre Comtois
Harry Feldman
W. John Gallop
Germaine Gibara
Joseph Iannicelli
Bernard Lamarre
Robert Tessier
Jonathan Wener

Membre honoraire
Sheila Goldbloom

Cette édition de *Signes vitaux du Grand Montréal* a été rendue possible grâce au soutien financier du ministère des Affaires municipales et des Régions.

Cette édition des *Signes vitaux* a été imprimée sur du papier fait de fibres recyclées et respectueux de l'environnement.



Signes vitaux du Grand Montréal – 2008

On peut commander des exemplaires de ce bilan de santé à partir de notre site Internet. Il est également possible d'y consulter une version plus étoffée, comportant davantage d'indicateurs, les sources de données et les liens qui y mènent.

www.fgmtl.org

Also available in English



Fondation du Grand Montréal

Fondation du Grand Montréal

1, Place Ville-Marie
Bureau 1918
Montréal (Québec)
H3B 2C3

Téléphone : 514 866-0808
Télécopieur : 514 866-4202

infos@fgmtl.org
www.fgmtl.org

